

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/CHN/5
G/SCM/Q1/CHN/5
7 octobre 2002
(02-5371)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par le TERRITOIRE DOUANIER DISTINCT DE TAIWAN,
PENGHU, KINMEN ET MATSU concernant la notification
de la RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE¹

Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 3 octobre 2002.

Questions posées dans le cadre du Mécanisme d'examen transitoire concernant la Chine sur les pratiques antidumping

Me référant à la réunion ordinaire du Comité des pratiques antidumping qui doit se tenir les 24 et 25 octobre 2002, j'ai l'honneur de présenter ci-après les questions de ma mission concernant la législation nationale de la Chine.

1. Durée d'application des mesures provisoires

L'article 30 du Règlement antidumping prévoit que la durée d'application des mesures antidumping provisoires, "dans des circonstances spéciales, pourra être prorogée pour atteindre neuf mois". Veuillez expliquer comment cette disposition peut être conforme à l'article 7.4 de l'Accord antidumping de l'OMC, qui limite l'application "à une période qui n'excédera pas six mois".

2. Mesures appropriées unilatérales

L'article 56 du Règlement antidumping indique que des mesures appropriées peuvent être prises à l'endroit d'un pays (ou d'une région) qui applique de manière discriminatoire des mesures antidumping à l'encontre d'exportations en provenance de Chine. Veuillez confirmer que l'application dudit article sera pleinement conforme aux dispositions correspondantes de l'Accord antidumping et du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, et qu'il ne sera pas invoqué lorsque la Chine estime de manière unilatérale que les mesures sont discriminatoires.

¹ G/ADP/N/1/CHN/2.

3. Vérification sur place

1) Conformément au point 5) de l'article 39 des Règles provisoires sur l'ouverture d'une enquête antidumping, l'intention de procéder à une enquête sur place doit être indiquée dans l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête. Veuillez indiquer si l'enquête sur place sera ou non effectuée seulement lorsque cela est indiqué dans l'avis au public. Veuillez également expliquer comment cette disposition peut être conforme à l'obligation énoncée à l'article 6.7 de l'Accord antidumping qui impose "d'obtenir l'accord des entreprises concernées" et "d'en aviser les représentants du gouvernement du Membre en question".

2) Selon le point 2) de l'article 21 des Règles provisoires sur la vérification sur place dans les enquêtes antidumping, les autorités chargées de l'enquête peuvent utiliser "les meilleurs renseignements disponibles" si la demande de vérification sur place est rejetée par le gouvernement du Membre en question. Cette disposition semble être incompatible avec la décision du Groupe spécial dans l'affaire *Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique*, dont le rapport indiquait clairement que même si la vérification sur place est refusée, "les "meilleurs renseignements disponibles" ne devraient pas être utilisés lorsque les renseignements sont "vérifiables" et qu'ils peuvent être utilisés dans l'enquête sans difficultés indues". (Voir WT/DS156/R, paragraphe 8.252.) Veuillez confirmer que, lorsque la vérification sur place est refusée, les autorités chargées de l'enquête essaieront néanmoins de vérifier tous les renseignements communiqués, et que la pratique de recourir aux "meilleurs renseignements disponibles" ne sera employée qu'après qu'il aura été démontré que les renseignements ne pouvaient pas être utilisés "sans difficultés indues".
